

COMPTES CONSOLIDES CONDENSES

ADA

30 JUIN 2010

1 – Bilans consolidés condensés au 30 juin 2010 et 31 décembre 2009 en normes IFRS

(en milliers d'euros)			30/06/10	31/12/09
Actif				
	Ecarts d'acquisition nets	note 11	8 053	7 405
	Immobilisations incorporelles nettes	note 10	3 217	3 261
	Immobilisations corporelles nettes	note 12	3 890	3 912
	Participation dans les entreprises associées	note 13	10	10
	Autres actifs financiers non courants	note 14	462	454
	Actifs d'impôt différé	note 8	1 200	1 200
	Total des actifs non courants		16 832	16 242
	Stocks et en-cours nets		123	46
	Créances clients et comptes rattachés net	note 15	13 326	10 176
	Autres actifs courants	note 16	11 287	9 208
	Actifs d'impôts courants	note 16	0	0
	Charges constatées d'avances	note 17	1 818	1 026
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	note 18	3 603	3 229
	Total des actifs courants		30 157	23 685
	Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
	Total actif		46 989	39 927
Passif				
	Capital		4 443	4 443
	Primes et autres réserves consolidées		11 808	10 694
	Résultat de l'exercice		761	1 110
	Capitaux Propres part du groupe		17 012	16 247
	Intérêts minoritaires		0	0
	Capitaux propres totaux	note 19	17 012	16 247
	Provisions non courantes	note 20	341	321
	Dettes financières à long terme	note 21	769	1 114
	Passifs d'impôts différés	note 8	0	0
	Total passifs non courants		1 110	1 435
	Provisions courantes	note 20	129	50
	Dettes financières à court terme	note 21	9 299	7 137
	Dettes fournisseurs	note 22	12 192	9 357
	Autres passifs courants	note 22	6 500	5 231
	Produits constatés d'avance	note 17	747	470
	Total passifs courants		28 867	22 245
	Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
	Total passif		46 989	39 927

2 – Comptes de résultat consolidés et Etat du résultat global consolidé

Comptes de résultat consolidés (en milliers d'euros)		1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
Revenus		21 961	18 595	39 846
Produits des activités ordinaires	note 5	21 961	18 595	39 846
Achats et variations de stocks		-345	-334	-779
Charges externes		-15 807	-13 596	-29 216
Charges de personnel	note 6	-2 213	-2 241	-4 277
Impôts et taxes		-407	-370	-920
Dotation aux amortissements et provisions nettes		-2 273	-1 475	-3 440
Autres produits et charges opérationnels	note 6	-46	84	149
Résultat opérationnel		870	663	1 363
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	note 13	0	0	6
Résultat des activités ordinaires		1 142	663	1 369
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		40	14	28
Coût de l'endettement financier brut		-149	-242	-458
Coût de l'endettement financier net	note 7	-109	-228	-430
Impôts sur les bénéfices	note 8	0	-87	-231
Résultat net consolidé total		761	348	1 170
Résultat revenant aux Minoritaires		0	-28	60
Résultat Net part du groupe		761	376	1 110
Résultat net par action	note 9			
- de base		0.26€	0.23€	0.38 €
- dilué		0.26€	0.23€	0.38 €

Etat du résultat global consolidés (en milliers d'euros)		1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
Résultat Net		761	348	1 170
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		0	0	0
Résultat global de la période		761	348	1 170
Dont part du groupe		761	376	1 110
Dont part des intérêts minoritaires		0	-28	60

3 – Tableaux de flux de trésorerie consolidés condensés des premiers semestres 2009 & 2010 en normes IFRS

	30/06/10	30/06/09
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat net	761	376
Part des minoritaires	0	-28
Quote-part dans le résultat sociétés en équivalence	0	0
Dividende reçu des sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations nettes aux amortissements	900	768
Dotations nettes des provisions	99	-26
Dotations sur écarts d'acquisition	0	
Charges calculées liées aux paiements en actions	4	6
Plus et moins-values de cession d'actifs immobilisés	45	302
Impôts différés	0	87
Intérêts financiers nets	109	228
Capacité d'autofinancement	1 918	1 713
Variation des frais financiers		
Variation des stocks	-77	39
Variation des créances clients et comptes rattachés	-3 150	-2 561
Variation des dettes fournisseurs	2 836	2 343
Variation des autres créances et dettes	-812	-1 226
Variation des charges et produits constatés d'avance	-516	-683
Variation sur actifs/passifs destinés à être vendus	0	0
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-1 719	-2 088
Flux net de trésorerie généré par l'activité	199	-375
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Décaissement / acquisitions immos incorporelles	-378	-341
Décaissement / acquisitions immos corporelles	-864	-2 185
Décaissement / acquisitions immos financières	-60	-53
Encaissement / cession d'immos corporelles	386	1 093
Encaissement / cession d'immos incorporelles	0	0
Encaissement / cession d'immos financières	53	52
Décaissements sur acquisitions d'agences	-1 082	-434
Encaissements sur cessions d'agences	412	205
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 533	-1 663
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation du compte courant	0	0
Encaissement provenant des lignes de crédit	4 002	12 858
Décaissement provenant des lignes de crédit	-3 919	-12 212
Décaissements provenant du remboursement de crédit-bail	-306	-258
Intérêts financiers nets versés	-110	-321
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-333	67
Variation de trésorerie	-1 667	- 1 971
Trésorerie nette à l'ouverture	636	1 089
Trésorerie nette à la clôture	-1 031	-3 060

4 – Etat des variations des capitaux propres consolidés.

	Capital	Primes et Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/09	2 537	824	3 361	-148	3 213
Résultat 1 ^{er} sem 2009		376	376	-28	348
Réserves stocks-options		6	6		6
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires				88	88
Capitaux propres au 30/06/09	2 537	1 206	3 743	-88	3 655
Augmentation de capital	1 906	9 859	11 765		11 765
Résultat 2 ^{ème} sem 2009		734	734	88	822
Réserves stocks-options		5	5		5
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires					
Capitaux propres au 31/12/09	4 443	11 804	16 247	0	16 247
Résultat 1 ^{er} sem 2010		761	761	0	761
Réserves stocks-options		4	4		4
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires					
Capitaux propres au 30/06/10	4 443	12 569	17 012	0	17 012

Au 30/06/10, le nombre d'actions s'élève à 2 922 633 dont 1 204 651 actions à vote double.

C – Notes annexes aux comptes consolidés condensés

1 – Informations relatives à l'entreprise

Le groupe ADA est une société anonyme de droit français, immatriculée en France soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. ADA a été constituée le 5 septembre 1986 et la société expirera le 4 septembre 2085, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle a son siège au 22/28 rue Henri Barbusse – 92 110 CLICHY (France) et est cotée à Paris.

La société a pour principale activité, le développement et l'animation d'un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l'enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Par ailleurs, ADA exploite directement certaines agences.

Les états financiers consolidés condensés reflètent la situation comptable d'ADA et de ses filiales (le « Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euro arrondis au millier le plus proche.

En date du 28 juillet 2010, le Conseil d'Administration a arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2010 et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 30 juin 2010.

2 – Principes comptables et modalités de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2009, à l'exception des normes et interprétations d'application obligatoires pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2010. Le Groupe n'a anticipé aucun amendement, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB et/ou en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 30 juin 2010 au sein de l'Union Européenne.

Seul le calcul de l'impôt repose sur une méthode d'évaluation spécifique aux comptes consolidés intermédiaires condensés.

Le calcul d'impôt de la période est le résultat du produit du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période. L'estimation du taux effectif annuel d'impôt prend notamment en considération la reconnaissance prévue sur l'exercice des actifs d'impôt différé précédemment non reconnus.

Nouvelles normes IFRS applicables à compter du 1^{er} janvier 2010

- IAS 27 révisée « *Etats financiers consolidés et individuels* »
- Amendements IAS 39 « *Éléments couverts éligibles* »
- IFRS 1 réorganisée, « *Première adoption des IFRS* »
- Amendements IFRS 2 relatifs aux transactions intragroupe réglées en trésorerie
- IFRS 3 révisée « *Regroupements d'entreprises (phase2)* »
- Amendements IFRS 5, amendement relatif au programme de cession partielle de titres d'une filiale impliquant la perte du contrôle exclusif
- IFRIC 16, « *Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger* »
- IFRIC 17, « *Distribution en nature aux actionnaires* »,
- Et autres améliorations 2009 sur normes IAS et IFRS

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur le semestre clos au 30 juin 2010.

Les états financiers du Groupe au 30 juin 2010 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes publiées au 30 juin 2010 mais dont l'application n'est pas obligatoire. Le groupe n'a pas appliqué par anticipation :

- IFRIC 19 « *élimination des dettes financières adossés aux instruments de capitaux* » applicable aux périodes annuelles ouvertes à partir du 01 juillet 2010
- Amendements IFRIC 14 « *prépayment of minimum funding requirements* » applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 01 janvier 2011
- Amendements IAS 32 « *classement des émissions de droits* » applicable pour les exercices ouverts à compter du 01 février 2010

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces normes et interprétations sur les résultats consolidés, la situation financière, la variation de trésorerie et le contenu des annexes aux comptes sociaux est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de sa réflexion, d'impact significatif sur ses états financiers.

3 – Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des comptes consolidés conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la Direction de la Société. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et sont établies en fonctions des informations disponibles lors de leur établissement. Elles s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision.

Dans ce contexte, les conditions de l'appréciation de la liquidité et de la continuité de l'exploitation du groupe à travers ses approvisionnements (parc de véhicules) et l'essentiel de leur financement n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2009. Ainsi, l'approvisionnement en véhicules et leur financement est assuré. Les estimations réalisées tiennent compte des engagements reçus et signés en la matière.

Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- Créances clients

La provision pour dépréciation des créances clients est évaluée en fonction d'un taux de dépréciation qui tient compte de l'ancienneté de la créance. Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d'arrêt des comptes sur toutes les créances significatives.

L'impact total sur le compte de résultat de ces mouvements, en considérant les dotations et les reprises de la période ainsi que les passages en perte, est une charge de 1 262 K€ au 30 juin 2010 contre une charge de 692 K€ au 30 juin 2009.

Un taux de recouvrabilité plus faible ou la défaillance de certains clients peuvent avoir un impact significatif sur les résultats futurs.

- Impôts différés

La reconnaissance des impôts différés actifs implique notamment des estimations sur les résultats fiscaux futurs du groupe d'intégration fiscale.

Le montant des économies d'impôt futures s'élève à 2 517 K€ au 30/06/2010 dont 1 035 K€ sont activés, compte tenu des perspectives de rentabilité du groupe.

S'il s'avérait que les résultats fiscaux futurs étaient sensiblement différents de ceux prévus pour justifier la comptabilisation des impôts différés actifs, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôts différés, ce qui aurait un effet significatif sur le bilan et le compte de résultat.

- Indice de perte de valeurs et test de dépréciation

Conformément à IAS 34, le test de dépréciation qui consiste à comparer la valeur nette comptable des Unité Génératrice de Trésorerie à sa valeur recouvrable, n'est réalisé que si la vérification des indices de pertes de valeurs aboutit à son déclenchement.

La revue des indices de perte de valeurs porte à la fois sur les écarts d'acquisition représentatifs du coût de mise en place et de développement du réseau de franchise, et sur les écarts d'acquisition relatifs aux achats d'agences. Elle consiste à vérifier sur un mois donné, l'évolution du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente : chiffre d'affaires de l'enseigne pour les écarts d'acquisition liés au réseau de franchise, et chiffre d'affaires de l'activité pour les agences.

Au-delà d'un taux de baisse de chiffre d'affaires défini par la direction, un test de dépréciation est réalisé pour s'assurer de l'existence ou non d'une dépréciation à constater. Les tests de dépréciation pratiqués au 30 juin 2010 n'ont pas conduit à la constatation d'une dépréciation.

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée se montent à 8 053 K€ au 30 juin 2010. Aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2010.

- Actifs incorporels et écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition de 1 070 K€ a été comptabilisé au 30 juin 2010 dans le cadre des regroupements d'entreprises de l'année décrit en note 4. En utilisant des données de marché, des estimations ont été faites et des jugements ont été apportés afin de déterminer la juste valeur des actifs nets acquis et plus particulièrement les actifs incorporels.

Nous n'avons pas détecté d'indice remettant en question l'excédent de la dernière estimation de la valeur recouvrable de nos actifs sur la valeur comptable enregistrée.

4 – Périmètre de consolidation

SOCIÉTÉS	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Activité
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés
SAPN	100 %	I.G.	Agences de location courte durée
EDA	99,96 %	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules et vente de services auprès des franchisés
HOLIDAY BIKES	100,00 %	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA et franchiseur deux roues
ADABOX	100,00 %	I.G.	Agence de location de Box
CANNADA	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
DEFENSE Location	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
ISSY Location	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
NEUILLY Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
LIMOGES Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
LILLE Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
NANCY Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée

KEYVANNE	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
SAINT-TROPEZ Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
ADA COURTAGE	100,00%	I.G.	Courtage en assurance
BEZIERS Location	20,00%	M.E.Q.	Agence de location courte durée

Au cours du 1^{er} semestre 2010, le groupe a acquis 48% de la société Lille Location.

Acquisitions d'agences lors du premier semestre 2010

Dans le cadre de son effort de développement de son réseau de franchisés, lors du semestre, ADA a fait l'acquisition de 9 nouvelles agences en propre (Argenteuil, Villebon, Melun, Cannes, Sedan, Puteaux Jean Moulin, Puteaux Michelet, Puteaux Jean Jaurès et Nanterre) pour un investissement global de 1 082 K€

Les acquisitions du 1^{er} semestre 2010 ont pris la forme juridique d'une prise de contrôle d'agences seules. Ces transactions ont été traitées comme des regroupements d'entreprises selon IFRS 3 et ont donné lieu à une évaluation provisoire de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis, entraînant la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 1 070 K€ dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2010, correspondant à des éléments non identifiables ; 228 K€ de ces écarts d'acquisition ont été repris lors de la cession d'une agence acquise sur l'exercice. Ces écarts d'acquisition seront testés selon IAS 36 lors de chaque clôture annuelle. Le montant alloué aux immobilisations est de 12 K€

Les conséquences de ces acquisitions dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2010 sont :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 15 K€
- une amélioration du résultat net de 15 K€

Si ces agences avaient été acquises dès le 1^{er} janvier 2010, l'impact sur les comptes consolidés résumés au 30 juin 2010 aurait été le suivant par rapport aux comptes présentés :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 4 K€
- une amélioration du résultat net de 4 K€

5 – Information sectorielle et saisonnalité

L'évolution de l'activité du Groupe est marquée par son recentrage sur l'activité de franchiseur, et la réduction très sensible de l'exploitation en succursale de l'activité de location courte durée.

En 2010, il ne subsiste plus qu'une seule succursale exploitée en propre, dont le volume d'activité ne justifie plus le maintien d'un secteur distinct d'activité. En conséquence, la société ne présente plus d'information sectorielle.

6 – Produits et charges

Charges de personnel

(en milliers d'euros)		30/06/10	30/06/09
Charges salariales		1 509	1 582
Charges sociales		695	650
Retraites		5	3
Charges liées aux paiements en action	note 19	4	6
Total		2 213	2 241

L'évolution de l'effectif moyen s'établit ainsi :

	30/06/10	30/06/09
Cadres	29	27
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	32	33
Total	61	60

Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30/06/10	30/06/09
Gain/ Perte sur cession d'immobilisations incorporelles	-40	109
Gain/perte sur cession d'immobilisations corporelles	29	29
Gains/perte sur cession d'immobilisations financières	0	34
Autres produits/frais de gestion	-12	-22
Amendes	-23	-66
Total	-46	84

7 – Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	30/06/10	30/06/09
Lignes de crédit et découverts bancaires	-52	-120
Charges financières au titre des contrats de crédit-bail	-93	-122
Intérêts sur comptes courants	-4	0
Total des charges financières	-149	-242
Produits d'intérêts bancaires	0	0
Divers	40	14
Total des produits et charges financiers	-109	-228

8 – Impôts sur le résultat

La charge d'impôt au 30 juin 2010 et 30 juin 2009 est principalement composée de :

(en milliers d'euros)	30/06/10	30/06/09
Compte de résultat consolidé		
<i>Impôt exigible</i>		
Charge d'impôt exigible (IFA)	0	0
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	0	0
<i>Impôt différé</i>		
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporaires	0	-87
Afférents à une diminution des taux d'impôt	0	0
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	0	-87

Les déficits fiscaux reportables non utilisés s'élèvent à 7 550 K€ au 30 juin 2010 contre 8 287 K€ au 31 décembre 2009. Ils représentent une économie future d'impôts de 2 517 K€ au taux actuel.

9 – Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des effets dilutifs des options de

souscriptions.

Méthode de calcul de l'effet dilutif:

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions. Cette méthode consiste à diviser le prix d'exercice des instruments de dilution en circulation, augmenté de la charge de stock-options restant à reconnaître, par le cours moyen de l'action sur la période et à déduire ce nombre d'actions propre ainsi calculé (que pourrait racheter la société avec ce prix d'exercice) du nombre d'options total pour trouver le nombre d'options dilutives à retenir pour le calcul du résultat dilué.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

Résultat par action

(en milliers d'euros)	30/06/10	30/06/09
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	761	376
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	2 922 633	1 669 442
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	0	0
Effets dilutifs sur attribution d'actions gratuites	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	2 922 633	1 669 442

Résultat par action	0.26
0.23	
Résultat dilué par action	0.26
0.23	

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives.

En 2009 ainsi qu'au 30 juin 2010, l'effet dilutif est non significatif.

10 – Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques, licences	Droit au bail	Total
Mouvements sur 2010			
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2010	3 034	227	3 261
Acquisitions	331	47	378
Cessions	-5	-25	-30
Dotations aux amortissements	-392	0	-392
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	2 968	249	3 217
Etat des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2009			
Coût (valeur comptable brute)	6 929	227	7 156
Amortissements et dépréciations cumulées	-3 895	0	-3 895
Valeur nette comptable 31 décembre 2009	3 034	227	3 261
Etat des immobilisations incorporelles au 30 juin 2010			
Coût (valeur comptable brute)	7 251	249	7 500
Amortissements et dépréciations cumulées	-4 283	0	-4 283
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	2 968	249	3 217

L'augmentation du poste « Marques, licences » est principalement due aux investissements liés au développement du système d'information du réseau d'agences et de la gestion de la flotte.

11 – Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écarts d'acquisition Réseau ADA	Écarts d'acquisition Sur achat isolé d'agence	Total
Mouvements sur 2010			
Valeur nette comptable au 1er janvier 2010	3 054	4 351	7 405
Acquisitions		1 070	1 070
Cessions		-422	-422
Pertes de valeur		0	0
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	3 054	4 999	8 053
Etat des écarts d'acquisition au 31 décembre 2009			
Coût (valeur comptable brute)	6 237	4 709	10 946
Dépréciations cumulées	-3 183	- 358	-3 541
Valeur nette comptable 31 décembre 2009	3 054	4 351	7 405
Etat des écarts d'acquisition au 30 juin 2010			
Coût (valeur comptable brute)	6 237	5 357	11 594
Dépréciations cumulées	-3 183	-358	-3 541
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	3 054	4 999	8 053

L'augmentation correspond à l'acquisition au cours de l'exercice 2010 des agences de Melun, Cannes, Sedan, Puteaux Jean Moulin, Puteaux Michelet, Puteaux Jean Jaurès, Villebon, Nanterre et Argenteuil. La diminution est liée à la sortie des agences de Paris 16, Asnières, Nanterre et Lille Lome.

En accord avec la norme IAS 36, ADA a vérifié les indices de perte de valeur sur les écarts d'acquisition et a effectué le cas échéant un test de perte de valeur, aboutissant à l'absence de constatation de dépréciations. Un test annuel sera réalisé au 31/12/10.

12 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Véhicules	Autres Immob.	Total
Mouvements sur 2010			
Valeur nette comptable au 1er janvier 2010	2 813	1 099	3 912
Acquisitions	648	228	876
Cessions	-384	-8	-392
Mouvements de Périmètre	0	0	0
Dotations aux amortissements	-370	-136	-506
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	2 707	1 183	3 890
Etat des immobilisations corporelles au 31 décembre 2009			
Coût (valeur comptable brute)	3 844	2 696	6 540

Amortissements et dépréciations cumulées	-1 031	-1 597	-2 628
Valeur nette comptable 31 décembre 2009	2 813	1 099	3 912
Etat des immobilisations corporelles au 30 juin 2010			
Coût (valeur comptable brute)	4 062	2 915	6 977
Amortissements et dépréciations cumulées	-1 355	-1 732	-3 087
Valeur nette comptable au 30 juin 2010	2 707	1 183	3 890

13 – Titres mis en équivalence

Le groupe détient 20% d'intérêts dans la société Béziers Location qui exploite un fonds de commerce.

14 – Autres actifs financiers non courants

	31/12/09	Augmentation	Diminution	30/06/10
Prêts au personnel et autres prêts	137	4	2	139
Dépôts et cautionnements	302	56	51	307
Divers	15			15
Total	454	60	53	462

15 – Créances clients

Les créances ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 60 jours.

Les créances clients nettes s'élèvent à 13 326 K€, ces créances ont une échéance essentiellement à moins de 1 an.

Balance âgée Clients au 30/06/10 :

Total au 30/06/2010	Non échu	30 jours	60 jours	Plus de 90 jours
13 326	7 398	2 049	478	3 401

16 – Autres créances et actifs d'impôts exigibles

	30/06/10	31/12/09
Créances fiscales et sociales	3 897	3 734
Créances vis-à-vis des constructeurs	4 981	2 390
Débiteurs divers	2 409	3 084
Sous-Total	11 287	9 208
Actifs d'impôts exigibles	0	0
Total	11 287	9 208

Les créances envers les constructeurs correspondent aux engagements fermes de rachat des constructeurs dans le cadre des ventes de véhicules. L'augmentation de ce poste s'explique par l'effet saisonnier des besoins en véhicules qui sont plus importants en fin de premier semestre qu'en fin d'année. L'augmentation des créances liées à cette clause de buy-back, a pour contrepartie une augmentation des dettes financières et des dettes constructeurs à court terme (notes 21 et 22).

Les débiteurs divers correspondent principalement à

- des créances sur les assureurs dans le cadre de recours suite aux sinistres pour 1 195 K€(vs 1 074 K€en 2009),

- des comptes courants et divers pour 32 K€(vs 34 K€en 2009),
- des produits à recevoir suite aux ventes de fonds pour 857 K€(vs 1 154 K€en 2009),
- des avances et acompte versés pour 159 k€

17 – Charges/Produits constatés d’avance

Les charges constatées d’avance correspondent notamment à des loyers immobiliers et à des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur.

Ce poste comprend également la quote-part d’écotaxe rattachée aux coûts de détention à venir des véhicules.

Les bonus sur acquisitions de véhicules sont traités comme des subventions selon IAS 20 et sont donc étalés sur la durée de détention de ces véhicules. Le poste « produits constatés d’avance » comprend la quote-part des bonus restant à constater.

18 – Trésorerie nette

La trésorerie nette se décompose des éléments suivants :

	30/06/10	31/12/09
Comptes bancaires débiteurs	3 603	3 229
Soldes créditeurs bancaires	-4 634	- 2 593
Trésorerie nette	-1 031	636

19 – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes et réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 31/12/09	4 443	11 804	16 247	0	16 247
Résultat		761	761	0	761
Réserves stock-options		4	4		4
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires					
Capitaux propres au 30/06/10	4 443	12 569	17 012	0	17 012

Au cours du premier semestre 2010, aucun dividende n’a été distribué.

Aucun nouveau plan d’émission d’option donnant droit à l’achat d’actions et/ou à la souscription d’actions nouvelles de la société n’a été mis en place depuis la clôture au 31/12/09.

Réserves de stocks Options (plans existant au 31/12/09)

La charge cumulée au 30 juin 2010 depuis l’attribution des options et actions gratuites s’élève à 218 K€sans impact sur les capitaux propres totaux puisque la réserve de stocks options est créditée en contrepartie de la charge constatée au compte de résultat.

La charge constatée dans le résultat du semestre s’élève à 4 K€

20 – Provisions

	31/12/09	Mouvement de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30/06/10
Provisions pour risques et litiges	237		28	2		263
Provisions pour impôts	10					10

Provision Indemnité départ en retraite	74	5	11	68
Total provisions non courantes	321	33	13	341
Total provisions courantes	50	88	9	129
Totaux	371	121	22	470

21 – Emprunts et dettes financières

	30/06/10	31/12/09
Dettes financières à long terme de crédit-bail	769	1 114
Dettes financières à long terme auprès des établissements financiers	0	0
Total des dettes financières à long terme	769	1 114
Dettes financières à court terme de crédit-bail	651	612
Dettes financières à court terme sur lignes de crédits	4 014	3 932
Soldes créditeurs bancaires	4 634	2 593
Total des dettes financières à court terme	9 299	7 137
Total des emprunts et des dettes financières	10 068	8 251

Les dettes financières sur lignes de crédit correspondent essentiellement au financement des acquisitions de véhicules, qui prennent la forme soit d'acquisitions fermes, soit d'acquisitions avec engagement de rachat par les constructeurs de ces mêmes véhicules. Dans ce dernier cas, la contrepartie de ces dettes financières correspond d'une part, à une créance à hauteur de l'engagement de rachat, et d'autre part, à des charges de loyers à étaler sur la durée de détention des véhicules (cf. notes 16 et 17).

22 – Dettes fournisseurs et autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/10	31/12/09
Dettes fiscales et sociales	3 487	3 991
Dettes vis à vis des constructeurs	1 279	202
Comptes courants créditeurs	570	566
Avoirs à émettre	572	123
Dettes diverses	592	349
Total des autres passifs courants	6 500	5 231
Dettes fournisseurs	12 192	9 357
Total	18 692	14 588

L'ensemble des dettes n'a pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détentions de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours.

Le compte courant sans échéance vis-à-vis de la société mère a été classé en autres passifs courants.

23 – Autres engagements

Engagements sur locations de véhicules :

	Total 30/06/10	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 31/12/09
Engagements donnés :					
Créances mobilisées envers la banque	64	64			64
Paiements sur contrats de location simple envers les étab. financiers	16 809	14 394	2 415		12 181
Engagements reçus :					
Paiements sur contrats de location simple de la part des franchisés	17 518	14 648	2 870		13 131

Une partie de la flotte fait l'objet de contrats en location simple dans le cadre de montages structurés tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur. Dans le protocole d'accord le constructeur s'engage à reprendre le véhicule à la fin de la période de location au prix d'une valeur résiduelle contractuelle.

Engagements sur contrat de location financement du logiciel d'exploitation :

La valeur brute des immobilisations financées est de 3 729 K€ le montant des amortissements est de 2 272 K€ et la valeur nette au 30 juin 2010 s'élève à 1 457 K€

Le montant des redevances payées au cours du premier semestre s'élève à 440 K€, le montant des redevances restant à payer s'élève à 1 813 K€ dont 881 K€ à moins d'un an.

Cautions bancaires

Au 30/06/10, aucune nouvelle caution bancaire n'est à ajouter à la liste des cautions bancaires données dans l'annexe au 31/12/09.

24 – Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est G7 Entreprises, l'ultime société mère du groupe est la SAS Copag. Le groupe entretient des relations avec des filiales du groupe G7 Entreprises et avec son Conseil d'Administration.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées lors du premier semestre 2010 :

(en milliers d'euros)	Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA				
Copag	11	154	3	92
G7 Entreprises	-	171	-	763
Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA				
NEP Services	-	43	-	-
Assistance et Conseil	3	85	2	101
Pragmatik	3	214	2	228
Foncière G7 Entreprises	3		1	
SNGT	-	24	-	27
Homebox	39	1	3	-
Sérénis	-	4	-	1
Novarchive	6	21	-	6
MGF	-	-	-	-
MGF Conseil	6	-	1	-
MGF Sud Ouest	9	-	-	-
MGF TMS	-	7	-	-

MGF IDF PACA	14	17	1	-
MGF Nord	49	-	4	-
MGF Provence	21	-	1	-
MGF Rhône Alpes	35	-	1	-
Allo Taxi	-	3	1	-
Total Général	199	744	20	1 218

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix du marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Il n'y a pas de rémunération allouée au titre de la période aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction et de surveillance.

Les options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction restent inchangées par rapport au 31 décembre 2009 et sont au nombre de 64 209. Une charge a été enregistrée au 30 juin 2010 pour 4 K€ concernant ces options de souscription.

25 – Objectifs et politiques de gestion des risques

Au 30 juin 2010, il n'existe pas d'autre risque que ceux déjà existant au 31 décembre 2009.

26 – Evénements importants postérieurs à la clôture

Néant.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Activité de l'enseigne.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	Variation
Chiffre d'affaires de location de véhicules enseigne	43,0	47,3	+10%

Le chiffre d'affaires location de l'enseigne ADA au 30 juin 2010 s'établit à 47,3 M€ en progression de 10%.. De par son activité de proximité, le réseau ADA présente une activité soutenue tirant notamment profit du développement de son offre Internet (+ 116% par rapport au premier semestre 2009 soit + 2,3 M€)

Comptes semestriels (en normes IFRS)

Chiffres consolidés :

(En millions d'euros)	S1 2009	S1 2010	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	18,6	22,0	+ 18,3%

Principes et méthodes comptables

Nous vous renvoyons à la note 2 de l'annexe aux comptes condensés.

En 2010, il ne subsiste plus qu'une seule succursale exploitée en propre, dont le volume d'activité ne justifie plus le maintien d'un secteur d'activité distinct. En conséquence, la société ne présente plus d'information sectorielle.

Il y a eu 4 créations nettes d'agences au cours du premier semestre. L'activité franchiseur est en lien avec la croissance du réseau et à la diversité des services proposés.

Résultats

(En millions d'euros)	S1 2009	S1 2010	Variation en M€
Résultat opérationnel	+ 0,66	+ 0,87	+ 31,8%
Résultat financier	- 0,22	- 0,11	- 50,0%
Résultat net part du groupe	+ 0,38	+ 0,77	+ 103,0%

Le résultat opérationnel s'élève à +0,87 M€ contre + 0,66 M€ au premier semestre 2009. Cette augmentation de résultat est due à l'effet positif de l'activité de la flotte et des nouveaux services en semestre plein en 2010, net d'une augmentation sensible des provisions pour créances douteuses.

Le résultat financier s'élève à - 0,11 M€ contre - 0,22 M€ au premier semestre 2009, bénéficiant notamment de la baisse des taux directeurs.

Le résultat net Part du Groupe s'établit ainsi à 0,77 M€

Situation de trésorerie

La dette financière nette du groupe se monte à 6,4 M€ en augmentation de 1,4 M€ par rapport au 31 décembre 2009, principalement utilisée pour financer les acquisitions nettes de nouvelles agences pour 0,6 M€ et l'augmentation de la flotte nécessaire à l'activité du réseau lors de la période estivale.

Perspectives.

Les performances réalisées confortent le groupe dans les axes de développement qu'il s'est choisi : augmentation et diversification des offres, et renforcement du segment de marché de proximité par rapport au segment du déplacement essentiellement en aéroport et gares.

Principaux Risques et Incertitudes

Risques liés à l'activité

Le marché de la location de courte durée reste sensible à des facteurs exogènes influant principalement sur la consommation des ménages.

Autres risques

Les principaux risques et incertitudes sont identiques à ceux présentés au point 3 de l'annexe des comptes condensés du Groupe.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans la note 24 de l'annexe aux comptes condensés

Informations sur la société-mère

(en référentiel français).

Le compte de résultat de la société mère pour le premier semestre 2010 fait ressortir un bénéfice de 0,6 M€ contre un bénéfice de 0,9 M€ en 2009.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'établit à 10,7 M€ contre 9,8 M€ au premier semestre 2009.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Clichy, le 29 juillet 2010.

Christophe PLONEVEZ
Directeur Général

A.C.E.
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

ERNST & YOUNG et Autres

Ada

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

*Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle*

A.C.E.
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE
5, avenue Franklin-Roosevelt
75008 Paris
S.A. au capital de €200.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Ada

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Ada, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration,. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2010

Les Commissaires aux Comptes

A.C.E.
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

ERNST & YOUNG & Autres

Arnaud Dieumegard

Bruno Gérard